

L'Espagne en commun

Hedwig Marzolf

Dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus, l'Espagne est confrontée aux conséquences des politiques d'austérité qui ont suivi la crise de 2008.

Après l'Italie, pourquoi l'Espagne ? Aujourd'hui, alors que le Covid-19 s'est propagé ailleurs et que partout, le nombre de malades et de morts, parmi lesquels parfois des proches et des connaissances, ne cesse de croître, cette question paraît déplacée et dérisoire.

Mais quinze jours encore avant que j'écrive ces lignes, lorsque tout cela n'était pas aussi réel et parce qu'il est toujours difficile d'accepter la contingence, cette question pouvait apparaître au détour d'une conversation. Ma belle-sœur – qui est espagnole – s'était même risqué devant moi à une hypothèse en réponse : une culture qui valorise le vivre-ensemble et le partage des mêmes espaces extérieurs entre toutes les générations, celui des places où les enfants jouent encore au foot tandis que les anciens discutent sur les bancs (qui n'ont pas disparu), celui du bar où aiment se retrouver en fin de semaine grands-parents, parents et enfants pour prendre la traditionnelle *caña* [un demi de bière] en apéritif, qui apprécie le toucher – le corps-à-corps de l'*abrazo* ; les gestes câlins des inconnus envers les enfants – n'est-elle pas un terrain idéal pour la maladie ?

Je repense aussi à ses propos non pas pour leur valeur explicative (ils avaient davantage une dimension consolatrice), mais parce que l'expansion du virus, à travers les récits récoltés ici et là des difficultés du confinement, m'offre

aujourd'hui d'eux, à l'inverse et ironiquement, une explication matérialiste : les gens sont souvent dehors en Espagne, car les appartements sont petits, trop petits pour y vivre convenablement enfermés plusieurs semaines – ce qui rend d'ailleurs problématique la décision du gouvernement de ne permettre aucune sortie même encadrée aux enfants –, la spéculation immobilière jouant un rôle prépondérant dans la pauvreté qui affecte, selon l'indicateur européen Arope (At Risk of Poverty or Social Exclusion), près de 26 % de la population ; les personnes âgées ne sont pas reléguées aux marges de la société, car il n'est pas rare que leur retraite serve à faire vivre leurs enfants et petits-enfants regroupés sous le même toit, le casse-tête étant de savoir à présent comment d'une chambre à l'autre éviter la contagion. Le confinement ne souligne pas seulement les inégalités sociales au sein des pays, mais aussi entre les pays.

Indignités

Impossible donc de parler de la crise du coronavirus en Espagne sans parler de la crise économique et financière de 2008 et de la cure d'austérité que l'Espagne a entamée à sa suite sous la houlette de l'Eurogroupe : selon des chiffres donnés par le Service madrilène de santé et par d'autres collectifs de défense de la santé publique, ce sont dans la seule région de Madrid – la santé étant une compétence des régions – 3 300 professionnels de la santé que la région a perdus entre 2010 et 2018 alors même que la population augmentait de 500 000 personnes ; ce sont plus de 3 000 lits qui n'ont pas été créés ces six dernières années dans les sept hôpitaux publics dont la construction et la gestion administrative ont été concédées à des entreprises privées par Esperanza Aguirre, figure madrilène incontournable du Parti populaire et à la tête de la région de 2003 à 2012, qui, malade elle-même du coronavirus, s'est fait soignée à l'hôpital public ; ce sont les infirmières qui multiplient les contrats les plus précaires et les personnes chargées aujourd'hui de l'attention téléphonique aux malades, à qui il revient de décider leur transfert ou non à l'hôpital, recrutées par des agences de télémarketing ; ce sont des maisons de retraite très majoritairement aux mains du secteur privé, en particulier de grands fonds d'investissement français, insuffisamment équipées malgré leur

prix exorbitant et où l'armée a dû intervenir pour récupérer les corps des nombreux défunts.

Il est vrai, comme le déclare un médecin au journal *Le Monde*, qu'aucun pays n'est jamais préparé à faire face à une crise d'une telle ampleur mais, comme le juge lui-même l'ordre officiel des médecins de Madrid, il était plus efficace d'exploiter le système de santé public espagnol, qui conditionne l'accès aux spécialistes et aux hôpitaux à une première consultation chez les médecins généralistes exerçant dans les centres de soins présents dans chaque quartier, classé d'ailleurs par l'Organisation mondiale de la santé parmi les meilleurs systèmes du monde, que de monter à la hâte un hôpital de campagne nécessitant pour fonctionner le personnel de ces centres de soins. Il est inévitable de penser que sans la politique néolibérale d'austérité, des morts auraient pu être évités. La crise du coronavirus révèle le sens littéral, réel du « sacrifice » que nos sociétés ont accepté de faire pour sauver le système économique, nouvelle divinité de notre temps¹. Et si les citoyens ont sauvé les banques, il paraît juste, comme certains d'entre eux le réclament, que les banques sauvent aujourd'hui les citoyens.

Dans ce rappel d'une crise par l'autre, tout se passe comme si le mouvement des Indignés qui, à la suite de l'occupation de la Puerta del Sol le 15 mai 2011, avait su pourtant mobiliser en sa faveur l'opinion publique, et les marées blanches (les manifestations, les participants vêtus de blanc, en soutien de l'hôpital public) qui relayèrent leur demande de dignité n'avaient pas eu lieu. Non seulement les indignés semblent n'avoir pas été écoutés, mais la crise du coronavirus est l'occasion pour la droite, renforcée lors des dernières élections par le très bon score du parti d'extrême-droite Vox, de polémiquer une nouvelle fois avec le sujet politique qui les a remplacés dans la sphère publique, le féminisme. Selon Pablo Casado, le nouveau dirigeant du Parti populaire, coupant l'herbe sous le pied de Santiago Abascal, à la tête de Vox, embarrassé par l'organisation ce même jour d'un congrès, le gouvernement aurait facilité la propagation du virus en maintenant les manifestations prévues le 8 mars pour la journée de la femme, alors même que plusieurs cas de malades avaient déjà mis en évidence la circulation incontrôlée du virus dans le pays. Ces accusations résonnent d'autant plus

qu'Irene Montero, ministre de l'Égalité et compagne de Pablo Iglesias, le leader de Podemos et second vice-président du gouvernement, présente à ces manifestations, a été testée positive et a pu contaminer d'autres membres du gouvernement.

Le soin comme patrie

Cependant, il est possible d'opérer sur ce point une lecture dialectique et de penser qu'à travers cette polémique, comme à travers la proposition d'Abascal de retirer aux étrangers l'accès gratuit à la santé publique, la droite se fait elle-même le chanfre des idées du féminisme, car elle prétend à son tour *cuidar* (« prendre soin ») des autres, même si le moyen employé (la haine des féministes ou des étrangers) est contradictoire avec l'objectif.

Guillem Martínez, un journaliste catalan, a noté récemment, dans une de ses chroniques sur le coronavirus, que les applaudissements qui, tous les soirs à 20 heures, retentissent depuis les balcons en l'honneur des « soignants » sont l'occasion d'un moment de rencontre collectif et civique comme il n'y en aurait pas eu en Espagne depuis 1931, lors de la proclamation de la Seconde République. En bon professionnel, Guillem Martínez ne peut pas ignorer le phénomène alternatif des « balcons lyncheurs », ceux depuis lesquels les habitants déploient un zèle policier pour accuser leurs voisins d'infraction aux normes du confinement, mais sans doute considère-t-il que ce phénomène n'annule pas le gain social et politique des « balcons solidaires ». En ce sens, à rebours de la célébration par Vox de la nation espagnole, le virus a réussi l'identification entre la patrie et la « *communauté solidaire, qui prend soin d'elle-même et de ses membres* » recherchée, sans le succès espéré, par Íñigo Errejón, le stratège originaire de Podemos.

Il est certain en tout cas que le coronavirus a relégué pour un temps le partage du champ politique entre « unionistes » et « sécessionnistes » imposé petit à petit par la droite en réaction au séparatisme catalan. Par un autre retournement de l'histoire, c'est en effet à un gouvernement de gauche – une coalition entre le Parti socialiste ouvrier espagnol et Podemos –, sensible à la pluralité nationale et résolument féministe, qu'il a été donné d'assumer la figure d'un État fort et protecteur de la population, « en

guerre », selon une métaphore aussi employée par Pedro Sanchez dans son discours télévisé du 9 mars au soir, contre le virus. En plus des décisions relatives à l'état d'alerte et au prolongement du confinement ainsi que des mesures prises pour aider les régions à lutter contre la crise sanitaire, comme l'achat de masques et de matériel médical chinois convoyés par avion militaire, le gouvernement a annoncé récemment un ensemble de mesures économiques et sociales pour limiter la perte de l'emploi et aider les plus faibles, particuliers, travailleurs autonomes et petites entreprises. Reste à savoir si ces mesures seront votées au Parlement. Selon le Parti populaire et Vox, insensibles à l'appel de Pablo Iglesias à accepter des « *sacrifices pour l'intérêt général de la patrie* », ces mesures, pourtant dans l'ensemble plus timides que celles annoncées par le gouvernement français (à l'exception des mesures portant sur le logement), sont des mesures « *communistes* » qui vont « *ruiner et dévaster* » le pays.

Mais le coronavirus n'est-il pas aussi le chant du cygne de cette ultime réincarnation, aussi progressiste et réjouissante soit-elle au regard de la version choisie par Vox, du patriotisme sous la forme du « prendre soin » ? En imposant une interprétation littérale, médicale du soin, en faisant de nous réellement des morts en sursis en attente de leurs sauveurs, médecins ou États, en dévoilant « notre condition posthume ² », ne nous invite-t-il pas à repenser la politique en dehors de ces catégories ? Les Indignés ne souhaitaient pas seulement un monde dans lequel la femme de ménage qui désinfecte les hôpitaux soit aussi bien rémunérée qu'un actionnaire, mais ils demandaient surtout la démocratie, la possibilité pour chacun de prendre part à l'exercice du pouvoir pour décider en commun de l'avenir, sans laquelle nous sommes davantage des malades à la merci d'un diagnostic et d'un traitement que des citoyens. Espérons, comme le dit un hashtag, que si *#YoMeQuedoEnCasa* (« je reste à la maison »), *#SaldremosEnComún* (« nous sortirons en commun »).

1. Wendy Brown, *Défaire le démos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, ed. Amsterdam, 2018

2. Marina Garcès, *Nueva ilustración radical*, ed. Anagramma, Barcelona, 2017